

**CONCOURS EXTERNE ET DE 3^{ème} VOIE
D'ADJOINT ADMINISTRATIF TERRITORIAL**

SESSION 2003

**UNE EPREUVE DE FRANÇAIS
COMPORTANT A PARTIR D'UN TEXTE D'ORDRE GENERAL,
la réponse à des questions destinées à vérifier les capacités de compréhension
du candidat et son aptitude à retranscrire et ordonner les idées principales du texte
et des exercices destinés à évaluer les capacités du candidat en vocabulaire,
orthographe et grammaire.**

Durée : 1h30
Coefficient : 3

LE RETOUR DES BIDONVILLES

Selon le rapport 2002 de la Fondation Abbé Pierre sur le logement des défavorisés, près de 750 000 personnes vivent dans des formes d'habitat précaire, squatts ou bidonvilles. Remis au ministre de l'Équipement Gilles de Robien il y a quelques jours, le rapport intitulé « L'état du mal-logement en France » fustige les insuffisances des dispositifs mis en place en faveur des plus démunis. La Fondation Abbé Pierre estime que 86 000 personnes – dont 16 000 enfants – vivent sans domicile fixe, et qu'au moins 750 000 personnes se trouvent dans des formes d'habitat précaire, de type bidonville.

C'est l'absence de logements disponibles qui est mise en cause par les auteurs du rapport : selon les chiffres du ministère du Logement, on ne comptait, en 2002, que 68 000 places réservées à l'accueil d'urgence, alors que, de son côté, la secrétaire d'Etat à la Lutte contre l'exclusion et la précarité recensait, pour la même année, quelque 88 105 places. Soit un écart de 20 000 places, s'étonnent les rapporteurs.

Autre élément préoccupant, le nombre de demandeurs d'asile, qui a doublé en trois ans : le fait que seulement 18 % des demandes d'asile aboutissent à une réponse positive contribue à maintenir cette population dans la clandestinité, avec les conséquences que l'on connaît (recours aux services de marchands de sommeil...). « Des caravanes rouillées, des baraquements de fortune sans chauffage ni électricité sur des terrains vagues boueux, les bidonvilles ont fait leur réapparition à la périphérie de Lyon, Nantes, Clermont-Ferrand ou encore Paris », pointe encore le rapport. Avec l'effondrement du bloc de l'Est, les bidonvilles ont repris de la vigueur. Et on estime qu'à Paris et en Seine-Saint-Denis, 2 000 logements sont occupés de façon illégale.

Des dysfonctionnements dans l'attribution des logements.

Les difficultés d'accès sont nombreuses. Tout d'abord, les délais pour l'attribution d'un logement sont anormalement longs, ils peuvent atteindre quarante-deux mois dans les villes très urbanisées. A cela s'ajoutent des refus d'attribution jugés « incompréhensibles », et portés de plus en plus souvent devant les tribunaux administratifs. Les rapporteurs citent aussi la stagnation, à un niveau faible, de la construction H.L.M., qui ne permet pas de satisfaire toutes les demandes, ainsi que la réduction de l'offre de logements privés à bon marché. L'augmentation régulière des loyers et les perspectives de rentabilité qu'offrait le parc locatif privé n'ont pas empêché un retrait sensible des investisseurs institutionnels (assurances, banques, sociétés foncières), ces derniers ayant préféré se tourner vers l'acquisition de bureaux. Conséquence : 239 000 logements ont changé de main et sont souvent passés dans le champ de l'accession.

En outre, la lutte contre le saturnisme a été oubliée. Alors qu'un rapport sur ce thème a été remis en 2002 au ministre des Affaires sociales, faisant état de 85 000 enfants touchés par ce fléau, les crédits disponibles destinés à lutter contre le saturnisme n'ont été que très partiellement consommés (3,4 % au 30 septembre 2001). Principal obstacle, le manque de solutions de relogement pour les familles concernées. « Nous en sommes aujourd'hui aux balbutiements de la mise en œuvre concrète, sur le terrain, de la lutte contre le saturnisme », critique le rapport.

Autre constat, plus de 600 000 personnes vivent dans des logements suroccupés, selon les normes édictées par le décret sur le logement décent. Dernier point, le cas des saisonniers, souvent logés dans des conditions indignes : dormant dans des voitures, ou même dans des pylônes de remontée mécanique, entassés dans des baraquements de fortune, sans eau ni électricité, ils sont environ 1,4 million à travailler chaque année dans les communes touristiques de montagne et de bord de mer.

Un nombre croissant de bénéficiaires du RMI.

Enfin, le nombre de bénéficiaires du RMI ne cesse d'augmenter : en 2002, ils étaient 1 084 300 à vivre de revenus de transfert. De plus en plus, le choix se résume pour eux à « vivre ou se loger ». En dépit des aides personnelles au logement qui peuvent leur être accordées, ils ne trouvent pas de logement à bas loyer, offre privée et parc social confondus. Le rapport évoque un « reste à vivre de misère », une fois réglés le loyer et les charges afférentes (électricité, impôts locaux, assurance). A titre indicatif, le « reste à vivre » peut évoluer dans une fourchette de 6,65 euros à 9,92 euros par jour par unité de consommation, c'est-à-dire par foyer.

La Gazette des communes
Mars 2003

Les questions sont à traiter dans l'ordre du sujet.

QUESTIONS SUR LE TEXTE (12 points)

- 1 – Le titre vous paraît-il significatif de l'ensemble du texte ? Pourquoi ? (2 points)
- 2 – Expliquez les expressions suivantes :
- « habitat précaire » (ligne 2) (1 point)
 - « recours aux services de marchands de sommeil » (ligne 19) (1 point)
 - « la stagnation, à un niveau faible, de la construction H.L.M. » (ligne 31) (1 point)
- 3 – En vous appuyant sur le texte, dites quelles sont les difficultés auxquelles sont confrontés les plus démunis pour se loger décemment. (4 points)
- 4 – Quels sont, selon vous, les remèdes pour améliorer l'accès des plus démunis au logement ? (3 points)

EXERCICES (8 points)

- 1 – Dans le texte ci-dessous, certains mots sont mal orthographiés. Réécrivez sans erreur ces mots sur votre copie dans l'ordre du texte : (3 points)

Par bonheur, au même instant, le chasseur, saisi d'un doute, avait relevé son arme. Comme il pressait sur la détente, il eut l'idée qu'il était impossible qu'un chevreuil se tint immobile, alors que les chiens jetaient déjà leurs abois, et ce présentiment le fit tremblé juste assez pour dévier le coup. La balle effleura la tête de Gaspard, où elle traça un léger sillon sanglant.

- 2 – Indiquez la nature et la fonction des propositions subordonnées dans la phrase suivante : (2 points)

« C'est l'absence de logements disponibles qui est mise en cause par les auteurs du rapport : selon les chiffres du ministère du Logement, on ne comptait, en 2002, que 68 000 places réservées à l'accueil d'urgence, alors que, de son côté, la secrétaire d'Etat à la Lutte contre l'exclusion et la précarité recensait, pour la même année, quelque 88 105 places »

- 3 – Donnez la fonction des mots ou groupes de mots suivants :
- « au ministre » (ligne 4) (0,5 point)
 - « nombreuses » (ligne 27) (0,5 point)
 - « qu' » (ligne 33) (0,5 point)
 - « vers l'acquisition de bureaux » (lignes 35 et 36) (0,5 point)
- 4 – Donnez un antonyme du mot « fustige » (ligne 5) (0,5 point)
Donnez un synonyme du mot « fléau » (ligne 40) (0,5 point)

Vous ne devez faire apparaître aucun signe distinctif dans votre copie, ni votre nom ou un nom fictif, ni le nom d'une collectivité existante ou fictive, ni signature, ni paraphe. Les feuilles de brouillon ne seront en aucun cas prises en compte.

**CONCOURS EXTERNE ET DE 3^{ème} VOIE
D'ADJOINT ADMINISTRATIF TERRITORIAL**

SESSION 2003

**ÉTABLISSEMENT D'UN TABLEAU NUMÉRIQUE
D'APRÈS LES ÉLÉMENTS FOURNIS AUX CANDIDATS**

Durée : 1h00
Coefficient : 3

Vous ne devez faire apparaître aucun signe distinctif dans votre copie, ni votre nom ou un nom fictif, ni le nom d'une collectivité existante ou fictive, ni signature, ni paraphe. L'utilisation d'une calculatrice de fonctionnement autonome et sans imprimante est autorisée. Les feuilles de brouillon ne seront en aucun cas prises en compte.

Sur une sortie d'autoroute se trouve une station de péage X composée de 3 postes (guichets). Le chef de station consulte les registres des mois d'été (juillet et août 2003) afin de vérifier la répartition du trafic entre ces 3 postes durant la période des vacances.

En juillet :

Le poste numéro 1 a géré 3 504 passages de voitures, 17,17 % du trafic des motos et 31 % du trafic des poids-lourds.

Le poste numéro 2 a géré 1/6 de passages de voitures de moins que le poste numéro 1, et 2 motos de plus que le poste 3.

Le poste numéro 3 a géré 12 % du trafic des voitures et autant de poids-lourds que le poste 1, c'est-à-dire 434 poids-lourds.

7 300 voitures et 1 200 motos sont passées par la station de péage.

En août :

Le trafic des voitures sur chacun des trois postes a connu une augmentation de 25 %.

Le trafic total des motos a été le même qu'au mois précédent : le premier poste en a absorbé 1/4, le deuxième poste 7/24.

Le poste 1 a vu passer 456 poids-lourds, le poste 2 : 480 poids-lourds, le poste 3 : 306 poids-lourds.

Il vous est demandé d'établir un tableau numérique faisant apparaître le trafic des voitures, motos et poids-lourds (en nombre et en pourcentage) pour chacun des postes et pour la station de péage dans son ensemble, pour les mois de juillet et d'août.

Vous indiquerez également les variations entre juillet et août (en nombre et en pourcentage, pour chaque poste séparément et pour la station) pour les poids-lourds uniquement.

Les résultats seront arrondis au centième.

Vous devez présenter vos résultats exclusivement sous forme de tableau numérique. Toute autre présentation ne sera pas corrigée.